

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pour que le PS s'engage à fond pour l'unité de toute la
Gauche

Où va la Gauche ? Où va le PS

?

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 10 octobre 2009

Démocratie & Socialisme

Depuis les années 30, la situation sociale n'avait jamais été aussi catastrophique : les capitalistes étant asphyxiés par la suraccumulation de capital qu'ils ont réalisée, ont tenté, pour maintenir leurs profits, d'absorber la surproduction en libérant totalement le crédit. L'échafaudage a fini par s'écrouler. Les capitalistes multiplient les faillites, le chômage s'envole de nouveau. L'endettement croissant, d'ailleurs peut-être insuffisant pour sauver les banquiers et les industriels..., est un pari sur l'avenir qui prolonge la crise et ses dégâts et qui, déjà, pioche dans les poches des travailleurs. Dans un contexte d'inégalités croissantes, le cynisme des capitalistes s'étale. Toutes les mesures prises servent à enrichir les plus riches en pressant davantage la masse des moins riches, refoulés dans la pauvreté et, pour certains, dans la misère. Le démantèlement des services publics se poursuit pour offrir aux capitalistes de nouvelles frontières où transformer, en capitaux privés prometteurs, la richesse apportée par les salariés du secteur public, sur laquelle ils ne pouvaient prélever aucun profit.

Ils cherchent à se dissimuler dans les plis du marché mondial. En effet, la « main invisible du marché » n'existe pas. Ce qui existe, c'est la « main cachée d'une minorité rapace », une minorité qui s'organise comme une contre-société, avec ses quartiers fermés, ses services de gardiennage, ses cabinets d'avocats, ses clubs... Face à cette « élite », qui a conscience de son statut et ne dépasse pas 1 % de la population, les salariés (93 % de la population) peuvent s'organiser syndicalement.

Quant aux travailleurs indépendants, ils sont jusqu'à maintenant, à part les agriculteurs, trop hétérogènes et atomisés pour se reconnaître dans une identité forte et indépendante.

Salariés, si vous saviez la force que vous représentez...

Toutefois, les neuf dixièmes de la population devraient constituer une force syndicale redoutable. Leur masse et leur communauté d'intérêt ne sont pas étrangères au poids idéologique des valeurs constitutives de la gauche « liberté, égalité, fraternité ». Il n'empêche que le mouvement syndical organisé est, en France, particulièrement affaibli : il n'y a que 7 % de syndiqués. Il y a huit centrales syndicales. Ceci explique cela. Cette division fragilise les mouvements sociaux. L'unité d'action est toujours sous la menace d'un désaccord. Pourtant le tableau que présentent les récents mouvements est radieux : depuis la Libération, jamais la mobilisation n'avait été aussi forte que les 29 janvier et 19 mars. La combativité des travailleurs salariés et indépendants, en défense de leurs droits, est en plein essor : même les producteurs de lait s'y mettent. Les luttes sociales se durcissent : occupations d'usines, séquestrations...

D'ailleurs, le fait que l'unité d'action des organisations syndicales libère une telle énergie, montre que celles-ci ne sont pas rejetées, ce que prouve aussi la participation aux élections professionnelles dans des conditions difficiles. Mais, si l'attente à leur égard est forte, elle reste insatisfaite. La clé est aux mains des directions de la gauche. Or, le manque de perspectives dont souffrent les organisations syndicales, tient à la crise de la gauche. En effet, la détermination des mobilisations sociales se développe grâce aux perspectives qu'offre la gauche. Les mobilisations syndicales ne peuvent aller jusqu'au bout, c'est-à-dire ne peuvent transposer la crise sociale sur le terrain politique, seul terrain où elle pourra être résolue démocratiquement, qu'à condition que la gauche se montre prête à gouverner en étant unie autour d'un programme.

C'est tout à fait exceptionnellement que, en l'absence de solution politique, en l'absence de perspective gouvernementale pour la gauche, la mobilisation sociale ouvre néanmoins une crise politique, en débouchant sur une grève générale surprise comme en Mai 68. Mais, en 1965, François Mitterrand avait créé une agréable surprise

en atteignant 45% au second tour face à de Gaulle : l'espoir renaissait.

En revanche, en 2007, Ségolène Royal décevait en perdant avec 47% face à Sarkozy. Or, le mouvement social attend qu'un signal encourageant soit envoyé par les partis de gauche.

Il faut que les partis de gauche ouvrent une perspective majoritaire

C'est nécessaire pour que les directions syndicales sentent l'exigence qui monte d'en finir avec la droite et sachent que la crise politique qui est au bout de la mobilisation ne débouchera pas sur une impasse ! Une perspective majoritaire, ce n'est ni un « front de la gauche de la gauche » excluant le PS, ni une alliance du PS avec le Modem.

Une alliance PS-Modem n'aurait pas les voix de la gauche de la gauche, elle perdrait une partie des voix du PS et des Verts. Et ce n'est pas son programme libéral, opposé aux 35h, aux 60 ans, aux 1600 Euros, à un salaire maximal de 20 Smic... qui lui permettrait de les rattraper. En outre, si elle ne se faisait pas autour de Bayrou, cette alliance perdrait même une partie des voix du Modem... et Bayrou lui-même. Elle perdrait l'élection.

Il y a deux camps, la gauche et la droite

« Oui, mais ne soyons pas sectaires », disent certains partisans de cette alliance « Le Modem est en train de rejoindre la gauche... Pourquoi le rejeter ? ». Mais comment savoir s'il tend la main pour que nous l'aidions à s'intégrer à la gauche ou pour nous tirer à droite et que nous servions de tremplin à Bayrou ?

Pour savoir, il faut d'abord que la gauche soit organisée : que ses partis déjà reconnus soient unis autour d'un programme commun. Qui signera alors ce programme s'intégrera dans l'Unité de la gauche. Le Modem n'aura qu'à choisir.

En 1972, le programme commun de la gauche a été élaboré et adopté par le PS et le PCF seuls. Et, c'est trois mois après, au vu de ce programme, qu'une sensibilité du Parti Radical a quitté ce parti et est devenu le troisième signataire sous le nom de MRG (Mouvement des Radicaux de Gauche, devenu aujourd'hui PRG). Commencer, au contraire, par un compromis avec le Modem serait tenter de faire exister le mythique « centre » et faire obstacle à l'Unité de la gauche. Ce serait renouer avec la stratégie de troisième force de Guy Mollet.

La crise de la gauche est d'abord une crise du parti dominant de la gauche

La déception créée chez les électeurs du PS, par l'incapacité actuelle de sa direction à ouvrir un débat public sur le programme que les socialistes devraient proposer au peuple de gauche, conduit ces électeurs à se réfugier dans l'abstention, pas à se rallier à la gauche de la gauche. En revanche, ces électeurs socialistes abstentionnistes pourraient soutenir un front qui se révélerait aussi pluraliste que le PS paraît l'être (la cacophonie est le signe de crise d'une organisation pluraliste) : c'est pourquoi, en juin, la moitié des voix d'Europe Ecologie provenait d'électeurs socialistes abstentionnistes qui avaient ainsi trouvé comment accomplir leur devoir civique tout en sanctionnant leur parti.

Ce défoulement individuel ne résout rien collectivement, car il encourage la division de la gauche, mais il indique les tendances qui pèsent sur la conscience des électeurs de gauche.

Le PS est en crise parce qu'une majorité de ses dirigeants refusent d'ouvrir la discussion sur le programme. En effet, celui que cette majorité voudrait défendre est le programme social-libéral issu du tournant de 1983. Mais, en France, le présenter c'est le rendre explicitement minoritaire : Tony Blair l'avait emporté parce qu'il disposait d'une autre situation sociale... C'est pourquoi le PS n'a pas de programme : des propositions très générales sont faites puis disparaissent, d'autres font un passage, mais il n'a pas de programme à proposer à ses partenaires de la gauche.

Une crise qui touche tout le mouvement socialiste européen

En Grande-Bretagne, l'incompréhension par l'aile gauche du Parti Travailleur de la profondeur du recul de la combativité sociale et de la conscience politique qui résultait de la défaite des mineurs (mars 1984 - mars 1985), a laissé le champ libre aux propositions « réalistes » de Tony Blair et a permis à l'aile libérale de s'emparer du Labour. Mais le parti n'a pas éclaté et l'échec patent de la politique de Tony Blair et de Gordon Brown ouvre à l'aile gauche la perspective d'y regagner la majorité.

La situation de la gauche est plus préoccupante en Allemagne parce qu'elle y est divisée. Le démantèlement des acquis sociaux y est aussi profond qu'en Grande-Bretagne et la responsabilité de la direction du SPD y est engagée. Alors que la gauche sortait majoritaire des dernières élections au Bundestag, aucun de ses trois partis ne voulait d'Unité de la gauche.

La coalition CDU-SPD qui fut installée conduit le SPD à s'affaiblir sans que la gauche de la gauche (Die Linke) ne bénéficie d'un quelconque effet de « vases communicants », sauf lors des récentes élections régionales de Sarre où Oskar Lafontaine, bénéficiant de son statut d'ancien président socialiste du Land, atteint 21,3% alors qu'il avait obtenu 30,8% comme candidat du SPD en 2004. Mais la moitié de ses voix de 2009 provient d'abstentionnistes de gauche et un tiers seulement provient de ses voix de 2004 et de celles des Verts, le SPD recueillant encore 24,5%.

Pire est la situation de la gauche italienne. Les socialistes ont fusionné avec une aile de la démocratie chrétienne, sans que la gauche de la gauche, trop monolithique, n'ait pu bénéficier d'un effet « vases communicants ».

Berlusconi dispose d'une place nette. La gauche italienne ne serait pas confrontée à une telle impasse si la gauche de la gauche s'était maintenue dans DS pour y disputer la majorité aux sociaux-libéraux. Il n'y a donc pas de solution « extrémiste » à la crise de la gauche. Ni en découpant la gauche de la gauche, ni en découpant la droite de la gauche. La guerre des extrêmes divise en deux les forces de la gauche, les déçus sont rejetés dans l'abstention et la droite recueille une majorité électorale : la majorité politique dont dispose la gauche accouche alors de deux minorités électorales et d'un marais. Ou comment épuiser un potentiel prometteur...

Résoudre la crise de la gauche, c'est substituer le débat à la guerre. C'est donner la priorité à la discussion du programme par rapport aux candidatures.

C'est ainsi que les besoins sociaux, 35 h, 60 ans, 1600 Euros... prendront le dessus sur les écuries présidentielles. C'est ainsi que la démocratie se développera dans les partis de gauche et dans toute la gauche. C'est ainsi que se construira l'unité de la gauche.

C'est ce que Marie-George Buffet vient de proposer à la fête de L'Humanité devant les représentants des partis de gauche. Elle propose d'organiser le débat en plusieurs ateliers. C'est la voie de la « maison commune de la gauche » que Martine Aubry a appelé de ses vœux à La Rochelle.

Les ateliers proposés (l'argent et sa maîtrise, modes de développement, démocratie, droit à la culture) couvrent toutes les questions, mais il faudra entrer dans les détails d'un programme complet à soumettre à des assises de la gauche dans tous les départements et à l'échelle nationale.

Pierre Ruscassie